

AGENCE REGIONALE DE LA BIODIVERSITE DE NOUVELLE-AQUITAINE

Conseil d'administration n° 3

Séance du 22 novembre 2023

REÇU LE

Délibération n°ARBNA-2023-17

30 NOV. 2023

Objet : Prise en charge des frais de déplacement

PRÉFECTURE
DE LA VIENNE

Administrateurs PRESENTS : 26	Région Nouvelle-Aquitaine : Guillaume RIOU, Sophie WEBER, Elise LAURENT-GUEGAN, Eric SOULAT, Stéphane TRIFILETTI OFB : Didier LABAT, Julie BERTRAND Etat - DREAL : Bénédicte GUERINEL CD24 : pascal BOURDEAU CD33 : Pascale GOT PNR : Catherine HORNEBECK Grand Poitiers : Sébastien LEONARD Conservatoire Botanique National Sud-Atlantique : Andde SAINTE-MARIE Biosena : Martin GALILEE Centre National de la Propriété Forestière NA : Bénédicte BEYRIES LPO : Céline GRACIEUX FNE NA : Serge URBANO URCAUE : Yannick COULAUD Conservatoire d'espace naturel NA : Jean-Michel CLEMENT Réserves naturelles de France : Sandra LABORDE Fédération Régionale des Chasseurs : Jean-François SEGUY Chambre Régionale d'Agriculture NA : Philippe BLONDEAU Fédération Régionale de l'Agriculture Biologique : Benoît VINET Personne qualifiée (CSRPN) : Christian ARTHUR SOLTENA : Valérie HOUMEAU Représentant du personnel : Valérie BARBIER
Administrateurs ABSENTS : 4	SGAR Agence de l'Eau Adour-Garonne Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins NA Association Régionale de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques NA
INVITES	Région NA : Joëlle MARIE-REINE SCIARD, Arnaud GUEGUEN, Anne-Sophie CHAPLAIN, Catherine MENARD, Joseph SABRA ; OFB : Véronique CESARI ; DREAL : Marie ROZAT ; CD24 : Cathy PRIGENT ; PNR Millevaches : Philippe BRUGERE ; Grand Poitiers : Yvonnick GUINARD

Le conseil d'administration de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991,

Vu le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Vu l'arrêté du préfet de la région Nouvelle-Aquitaine du 3 juillet 2023 portant création de l'Etablissement Public de Coopération Environnementale dénommé Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine,

Vu les statuts annexés à l'arrêté susvisés, et notamment l'article 10 relatif aux attributions du conseil d'administration,

Considérant ce qui suit :

Les agents qui se déplacent pour les besoins du service (mission, tournée, intérim, stage, formation) en dehors de leur résidence administrative et de leur résidence familiale peuvent, le cas échéant, prétendre au remboursement des frais de repas et d'hébergement exposés dans ce cadre, sous la forme d'une indemnité de ou de stage mission.

Concernant les formations, c'est l'article 7 du décret n°2001-654 qui identifie, par renvoi à l'article 1^{er} de la loi n°84-594, codifié à l'article L422-21 du CGFP, le type d'action de formation au titre desquelles l'agent a droit aux indemnités de stage ou de mission :

- **D'indemnités de stage** dans le cadre des actions favorisant l'intégration dans la FPT dispensées aux agents de toutes catégories et dans le cadre de la formation de perfectionnement, dispensée en cours de carrière à la demande de l'employeur ou de l'agent.
- **D'indemnités de mission** dans le cadre des actions de professionnalisation dispensées tout au long de la carrière et à l'occasion de l'affectation dans un poste de responsabilité, et dans le cadre des actions de lutte contre l'illettrisme et pour l'apprentissage de la langue française.

En ce qui concerne les formations, l'agent bénéficie d'une prise en charge du CNFPT lorsqu'il participe à une formation auprès de cet organisme. Cette prise en charge n'est pas cumulable avec le remboursement des frais de repas et d'hébergement par l'autorité territoriale, mais peut donner lieu à un complément de prise en charge des frais de transports.

Pour les formations suivies auprès d'autres organismes, l'agent percevra une indemnité de mission. Cette indemnité est versée par la collectivité territoriale ou l'établissement public pour le compte duquel sont effectués les déplacements temporaires.

Les justificatifs de paiement des frais de déplacement temporaires sont communiqués par l'agent au seul ordonnateur qui en assure le contrôle. Ils peuvent lui être fournis sous forme dématérialisée, cette dématérialisation étant native ou duplicative.

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions légales énoncées ci-dessus, d'instaurer par délibération, le régime d'application des indemnités de mission et de stage.

Cette dernière doit notamment définir le barème des taux du remboursement forfaitaire des frais et taxes d'hébergement dans la limite du taux prévu pour les agents de l'Etat (par l'arrêté du 3 juillet 2006 susvisé).

Elle peut également, par dérogation à la prise en charge forfaitaire des frais de repas, prévoir la prise en charge des frais de repas effectivement engagés par l'agent (au réel), sur production des justificatifs de paiement auprès du seul ordonnateur, dans la limite du taux applicable aux agents de l'Etat.

Pour information, en 2022, les montants forfaitaires des indemnités de mission sont les suivants :

	Taux de base	Grandes villes (+ de 200 000 habitants) et communes de la métropole du Grand Paris	Commune de Paris
Hébergement	70€	90€	110€
Repas	17.50€	17.50€	17.50€

⚠ Dans tous les cas précités, pour les agents ayant la qualité de travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite, le taux d'hébergement est fixé à 120 euros.

Pour information également, le montant forfaitaire des indemnités de stage/formation est de 9,4 euros.

Considérant le projet de délibération présenté au comité syndical territorial en date du 17 octobre 2023,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1

De fixer le barème des taux du remboursement forfaitaire des frais d'hébergement liés à une mission à l'identique de ceux de l'Etat.

Article 2

De fixer le barème des taux du remboursement forfaitaire des frais d'hébergement liés à une formation/stage à l'identique de ceux de l'Etat.

Article 3

D'instaurer le remboursement au réel des frais de repas exposés à l'occasion des déplacements professionnels en dehors de la résidence administrative et de la résidence familiale par l'agent, sur production des justificatifs de paiement auprès de l'ordonnateur, dans la limite du plafond prévu pour le remboursement forfaitaire (17.50€) ;

Article 4

D'instaurer la prise en charge des frais non pris en charge par le CNFPT en cas de formation.

Article 5

D'autoriser la dérogation à la limite d'1 aller-retour par an entre l'une des résidences de l'agent et le lieu de convocation dans le cadre de la prise en charge des frais de déplacement liés à la participation aux concours et examens.


En effet, pour les concours, deux déplacements peuvent s'avérer nécessaires pour une même opération, un premier déplacement pour les épreuves d'admissibilité puis un deuxième déplacement si l'agent est autorisé à participer aux épreuves d'admission au concours.

Article 6

Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Article 7

Le président est autorisé à signer tout acte afférent à la prise en charge de ces frais, et est chargé de veiller à la bonne exécution de cette délibération, qui prend effet à partir du 1^{er} décembre 2023.

<i>La présente délibération est transmise à Monsieur le préfet de la Vienne. Elle fait l'objet d'une publicité par voie d'affichage au siège de l'établissement et par publication au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne</i>	<p>Fait à <i>Poitiers</i></p> <p>Le 22 NOV. 2023</p> <p>Le président de l'ARB-NA Nouvelle-Aquitaine</p> 
--	---